

UNIVERSITE LUMIÈRE LYON 2  
PRESCRIPTEUR

**MARCHÉ PUBLIC**

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET  
SERVICES

Fourniture d'un abonnement  
électronique annuel aux bases de  
données PsycArticles et PsycInfo

**Cahier des clauses administratives  
particulières (CCAP)**

Consultation n°










24025

## SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	7
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	8
6.	CESSION DE CRÉANCE ET NANTISSEMENT .....	14
7.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	14
8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	17
9.	LITIGE ET SANCTIONS .....	23
10.	FIN DU CONTRAT .....	25

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Accord-cadre de fourniture d'abonnements électroniques annuel aux bases de données PsycArticles et PsycInfo pour tous les services, laboratoires et composantes de l'Université Lumière Lyon 2
	Acheteur	UNIVERSITE LUMIÈRE LYON 2
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande <b>sans</b> minimum et avec maximum mono-attributaire de fournitures et services
	Structure	Non-alloti
	Lieu d'exécution	Tous les sites de l'Université Lumière Lyon 2 (Campus Berges du Rhône et ses sites rattachés, Campus Porte des Alpes et ses sites rattachés).
	Durée	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix forfaitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Fourniture d'un abonnement électronique annuel aux bases de données PSYCARTICLES et PSYCINFO.

La présente consultation a pour objet l'abonnement annuel aux contenus des deux bases telles que distribuées par l'American Psychological Association (APA), les interfaces de recherche, d'affichage et d'exploration des résultats et d'administration fonctionnelle, la licence d'utilisation, l'assistance, la maintenance d'accès aux bases de données, la formation des utilisateurs et la mise à jour du contenu et de l'interface, la fourniture de statistiques d'usages ainsi que l'intégration des métadonnées dans les interfaces / environnements documentaires utilisés à l'Université Lumière Lyon2.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations se situe : tous les sites de l'Université Lumière Lyon 2.

■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat. En échange, l'opérateur s'oblige, en toutes hypothèses et sauf cas expressément prévus ci-dessous, à exécuter ses prestations.

■ **Pièces contractuelles :**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières (déclaration de co-traitance, déclaration de sous-traitance, avenants, mises au point, autres actes modificatifs) ;
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- les questions/ réponses aux demandes de précisions sur la teneur du dossier de consultation des entreprises ;
- le bordereau des prix ;
- le cadre de réponse technique ;
- les bons de commande ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre ne saurait considérer cette liste comme exhaustive et devra impérativement se conformer aux obligations définies par les différents textes réglementaires ou référents professionnels, en vigueur lors de la réalisation de toutes les prestations à exécuter au titre du présent accord-cadre.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses fournisseurs ou ses sous-traitants ne sont pas applicables à l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-FCS, la notification de l'accord-cadre se matérialisera uniquement par la transmission par l'acheteur public au titulaire, d'une copie de l'acte d'engagement.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation. De même, le titulaire est tenu d'avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des dispositions légales et réglementaires de toute nature applicables aux prestations, aux sites et au présent accord-cadre. Les prix du bordereau des prix sont réputés en tenir compte.

## 2.2. Intervenants

### Adresse et coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Université Lumière Lyon 2  
18 quai Claude Bernard  
69007 Lyon  
Courriel : <mailto:marchespublics@listes.univ-lyon2.fr>  
Site internet : <http://www.univ-lyon2.fr>

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire et d'une compétence au moins équivalente à celle de l'ancien responsable.

Le titulaire doit assurer la continuité de la prestation. En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire devra assurer la continuité des prestations définies dans le présent accord-cadre sans réduction d'effectifs.

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations ne font pas l'objet d'un allotissement du marché public conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique. L'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes, mais d'une unité intellectuelle commune.

La consultation est lancée sous la forme d'un accord-cadre au sens de l'article R 2162-2 al. 2 du code de la commande publique. L'accord-cadre à bons de commande sera mono-attributaire, **sans minimum en valeur annuelle et avec un maximum en valeur annuelle** en application des articles R.2162-2, R.2162-4 2° et R2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L.2120-1 3°, L. 2124-1, L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R.2161-1 et suivants du Code de la commande publique.

- **Montant maximum annuel : 45 200 € HT maximum par année soit 180 800 € HT maximum pour quatre années.**

Le montant maximum annuel est identique pour chaque période de reconduction éventuelle.

A titre purement indicatif (information n'ayant pas une valeur contractuelle), l'état des dépenses de l'Université sur les années précédentes en euro HT est le suivant :

	2020	2021	2022	2023
PsycArticle	16 227.75	16 227.75	16 000	16 104
PsycInfo	16 642.50	16 642.50	16 775	16 716

Le contrat ne fait l'objet d'aucune décomposition en tranche optionnelle. Aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est demandée.

#### ■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations font l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commande sont adressés au titulaire par courriel ou courrier jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. En conséquence, la durée de validité des bons de commande est égale à la durée de validité de l'accord-cadre augmentée du délai susceptible de s'écouler entre l'émission du dernier bon de commande et la réception des fournitures et prestations correspondantes.

Seuls les bons de commande signés par la ou les personnes habilitées par l'acheteur pourront être honorés par le ou les titulaires et ouvriront droit à paiement. Ils sont émis sur la base des prix mentionnés dans le bordereau des prix.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- nom exact de l'acheteur (campus/ direction/ service),
- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date de l'accord-cadre,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantité des prestations à réaliser,
- délais maximaux de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC,

- délais laissés, le cas échéant, au titulaire pour formuler ses observations.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification d'un bon de commande pour présenter, sous peine de forclusion, ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserve.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

#### ■ Prestations similaires / Prestations éventuelles supplémentaires / solutions alternatives

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, passer avec le titulaire, des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

La présente consultation ne comporte aucune prestation éventuelle supplémentaire. De même aucune solution alternative n'est prévue.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

#### ■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter de la notification du contrat. Il s'agit de la période dans laquelle peuvent être émis les bons de commande.

#### ■ Durée initiale du contrat :

Le contrat est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de la notification. La date exacte de la notification du contrat sera celle de la transmission par l'acheteur de l'acte d'engagement signé par les deux parties.

#### ■ Modalités de reconduction :

Le contrat est reconductible par période d'un (1) an, dans la limite de trois (3) reconductions.

La reconduction de l'accord-cadre se fera de manière tacite. A cet égard, la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de la date anniversaire du contrat.

Le renouvellement est une possibilité que le titulaire de l'accord-cadre est tenu d'accepter mais ne constitue pas une obligation pour l'acheteur.

Par ailleurs, l'acheteur se réserve également le droit de ne pas reconduire le présent accord-cadre de façon expresse. En ce cas, l'acheteur adresse un courriel au titulaire indiquant que le contrat ne sera pas

Consultation n° 2024F24025XXXX : Fourniture d'un abonnement électronique annuel aux bases de données PsycArticles et PsycInfo de l'Université Lumière Lyon 2

reconduit, et ce sans motivation. Ce courriel est transmis au titulaire dans un délai d'un mois avant la date anniversaire du contrat.

La décision de ne pas reconduire ne donne droit à aucune indemnisation pour le titulaire qui reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

#### ■ **Reconduction anticipée du contrat :**

L'accord-cadre pourra également être reconduit expressément de façon anticipée si le montant contractuel maximum HT de commande est déjà atteint avant la date anniversaire de l'accord-cadre marquant le point de départ de la reconduction.

A cet égard, en cas d'atteinte effective du montant maximum en cours d'exécution, avant la date anniversaire de l'accord-cadre marquant le point de départ de la reconduction, l'acheteur pourra notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou via le profil acheteur de l'Université sa décision d'anticiper ou non la reconduction de l'accord-cadre. La date de notification au titulaire de la décision de la reconduction anticipée vaudra point de départ de la reconduction, à laquelle le titulaire ne peut pas renoncer. La nouvelle date anniversaire du contrat constitue le point de départ de la période d'une année suivante.

Si le montant maximum annuel d'une période est atteint avant le terme de la période considérée, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat. En prévision de cette atteinte du montant maximum avant le terme de la période considérée, c'est-à-dire avant la date anniversaire de l'accord-cadre marquant le point de départ de la reconduction, l'acheteur pourra également transmettre par courriel ou via le profil acheteur de l'Université sa décision d'anticiper ou non la reconduction de l'accord-cadre. La date de notification au titulaire de la décision de la reconduction anticipée vaudra point de départ de la reconduction, à laquelle le titulaire ne peut pas renoncer. La nouvelle date anniversaire du contrat constitue le point de départ de la période d'une année suivante.

#### ■ **Délai d'exécution des bons de commande :**

Par dérogation aux articles 13.1.1 et 13.1.2 du CCAG FCS, les accès aux bases de données sont ouverts **à compter du 1er janvier 2025** à minuit heure locale (France métropolitaine) **jusqu'au 31 décembre de la même année**. Les accès ne seront pas suspendus en cas de reconduction.

## **5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

### **5.1. Prix du contrat**

#### ■ **5.1.1 Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

#### ■ **5.1.2 Contenu des prix :**

Il est fait application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS avec la précision suivante.

Consultation n° 2024F24025XXXX : Fourniture d'un abonnement électronique annuel aux bases de données PsycArticles et PsycInfo de l'Université Lumière Lyon 2



Les prix peuvent comprendre les frais annexes (gestion, renouvellement des accès et tous les frais liés à la complète utilisation de la ressource et tous les frais de gestion de la plateforme qui héberge et qui diffuse la ressource concernée).

#### ■ Révision des prix :

Les prix des prestations sont fermes pendant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de négociation Couperin, c'est le tarif négocié qui s'applique.

Hors négociation Couperin, les modalités de révision ci-dessous sont applicables.

Les prix sont révisables annuellement.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation :

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times (I_m / I_o))$$

P = prix révisé

Po = prix initial

Io = valeur de l'index au mois Mo

Im = valeur de l'index pour le mois de référence (mois de la demande de révision)

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au mois de la valeur connue de l'indice au moment de la remise des offres.

#### Indice utilisé pour la révision :

Code index		Libellé de l'index
Identifiant	INSEE	I Indices des prix de production des services français aux ménages en France (BtoC) – 58.14 – Edition de revues et périodiques Prix de base – Base 2015
010592743		

Il n'est pas prévu de révision provisoire.

En cas de disparition d'un indice en cours d'exécution de l'accord-cadre, il sera remplacé par l'indice qui sera proposé par l'INSEE ou par défaut par l'indice le plus proche dans sa composition. Dans la dernière hypothèse, un avenant sera établi pour formaliser le changement d'indice.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG FCS, les calculs finaux sont effectués avec au maximum deux décimales, arrondis au centième :

- si la 3ème décimale est comprise entre 0 et 4 : arrondi par défaut,
- si la 3ème décimale est comprise entre 5 et 9 : arrondi par excès.

Le titulaire notifie à l'Université, par mail avec accusé de réception, la nouvelle grille tarifaire, en respectant un préavis de deux (2) mois avant la date d'effet de la révision.

Cette nouvelle grille tarifaire se compose du bordereau de prix, présenté à l'identique de l'original et mis

à jour des nouveaux prix HT applicables au titre de l'accord-cadre.

Toute demande de révision périodique annuelle qui ne respectera pas le délai de préavis d'un mois au moins avant la date de reconduction de l'accord-cadre sera rejetée sans que le cocontractant ne puisse faire de réclamation et procéder à une nouvelle demande de révision périodique annuelle au titre de la reconduction. Il ne pourra, en conséquence, faire une nouvelle demande qu'à la prochaine reconduction.

Après acceptation de l'Université, ce document devient la nouvelle pièce qui se substitue aux anciens prix de l'accord-cadre et justifie les prix figurant sur les bons de commande de l'Université et les factures du titulaire.

Les prix résultant de la révision s'appliquent sur les commandes émises à compter de la date d'effet de celle-ci.

Les bons de commande émis avant la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix mais en cours d'exécution à cette même date, sont facturés et réglés sur la base des prix antérieurs à la révision.

#### Clause butoir :

L'Université Lumière Lyon 2 admettra, lors de chaque révision, une augmentation maximale des prix de cinq (5) % par année (chaque prix étant traité individuellement). Si un prix venait, lors d'une révision pratique, à dépasser l'augmentation de cinq (5) %, il sera fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

La décision de mise en œuvre de la présente clause butoir se traduira par la rectification puis le renvoi du bordereau au titulaire (pour annulation et remplacement). Cette clause butoir ne s'applique pas à la baisse du prix. Dans tous les cas, l'Université pourra toujours faire application de ce butoir à tout moment.

#### ■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les frais de main d'œuvre ;
- les indemnités de déplacement ;
- les frais nécessités par les modifications prévus à l'article 32 du CCAG FCS.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'Université

- en tenant compte de toutes sujétions notamment prévisibles ;
- en tenant compte de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- en tenant compte de toute autre cause.

Les éventuelles formations aux utilisateurs ne donneront pas lieu à l'établissement d'un prix, elles sont comprises dans les prestations du titulaire.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## **5.2. Conditions de paiement**

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

■ **Paiement des sous-traitants :**

Le seuil du paiement direct est fixé à 600 € TTC conformément à l'article R.2193-10 du Code de la commande publique.

Toute renonciation au paiement direct est réputée non écrite. Le paiement direct est obligatoire même si le titulaire de l'accord-cadre est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire de l'accord-cadre, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours, à compter de la réception, pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de co-traitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

### ■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures (et après service fait), ainsi que tous les éléments justificatifs, en un original et un duplicata, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date de la prestation ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers de l'accord-cadre ou que, eu égard aux prescriptions de l'accord-cadre, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations de l'accord-cadre, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG FCS
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement lié à l'accord-cadre.
- Le montant TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités et retenues établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre.

L'absence d'une mention obligatoire et plus particulièrement du numéro de l'accord-cadre et le numéro de bon de commande peut entraîner le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Il ne peut être facturé que les prestations effectuées.

Les factures sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les coordonnées nécessaires au dépôt des demandes de paiement sur Chorus Pro, SIRET de l'acheteur, numéro d'engagement ou de commande, code du service émetteur, sont fournies au titulaire par l'acheteur à la notification du contrat.

L'utilisation du portail Chorus Pro est exclusive de tout autre mode de transmission et ne concerne que les seules demandes de paiement et leurs annexes.

### ■ **Remise des demandes de paiement :**

Les remises des demandes de paiement doivent se faire sur Chorus Pro.

---

Consultation n° 2024F24025XXXX : Fourniture d'un abonnement électronique annuel aux bases de données PsycArticles et PsycInfo de l'Université Lumière Lyon 2

Le site internet est le suivant : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures établies par le titulaire sont adressées à l'adresse suivante :

**Université Lumière Lyon 2**

Agence Comptable  
18, quai Claude Bernard  
69365 Lyon cedex 07

Après enregistrement par le titulaire de sa société sur Chorus Pro, les factures pourront être transmises à l'acheteur. Elles devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

- Le numéro SIRET, qui identifiera l'Université Lumière Lyon 2 en tant que destinataire de la facture : 196 917 751 00014 ;
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande (45 + 8 chiffres) transmis pour acter votre prestation ;
- Le code service : Comptabilité (numéro du bon de commande identifie la composante).

L'acheteur se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire (joindre un RIB).

En cas de changement de RIB en cours de l'accord-cadre, il est impératif d'en avvertir l'acheteur, par écrit avec les pièces justificatives.

■ **Comptable assignataire des paiements :**

L'agente comptable de l'Université Lumière Lyon 2.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées après service fait.

■ **Délai de paiement :**

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

Les intérêts d'un montant inférieur à 5 euros ne seront pas ordonnancés ou mandatés.

Conformément à l'article R.2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et

l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## 6. CESSIION DE CRÉANCE ET NANTISSEMENT

---

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles L.2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du Code de la commande publique.

## 7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 7.1. Conditions de réalisation des prestations

Les prestations attendues sont décrites dans le CCTP.

En cours de réalisation des prestations, le titulaire doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de l'entrée en vigueur de toute nouvelle réglementation (nationale ou européenne) portant sur la collecte, le transport, le traitement et/ou la valorisation des déchets. Il s'engage à se conformer à cette nouvelle réglementation pour la période d'exécution restante de l'accord-cadre.

Le titulaire est réputé avoir exactement apprécié la nature et les difficultés liées aux caractéristiques du besoin, avoir vérifié les quantités portées sur le descriptif et avoir porté à la connaissance de l'acheteur avant la remise de son offre toute anomalie, sujétion, omission, manque de concordance, impossibilité technique ou toute autre erreur à rectifier afin de permettre la bonne exécution des prestations demandées.

En conséquence, l'entrepreneur est supposé avoir tenu compte de l'ensemble de ces paramètres dans l'établissement de son prix. Il ne saurait prétendre de ce fait à aucune rémunération supplémentaire.

#### ■ **Compétences et formation du personnel :**

Le personnel du titulaire doit avoir la compétence nécessaire pour assurer les prestations décrites dans le CCTP.

Aussi, le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour assurer la formation de son personnel.

#### ■ **Remplacement des intervenants :**

Pendant la durée d'exécution du marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplacement est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur procède au remplacement des intervenants dans le délai de 2 jours ouvrés à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Le titulaire doit assurer la continuité de la prestation. En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire devra assurer la continuité des prestations définies dans le présent marché public sans réduction d'effectifs.

Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

#### ■ **Mise à jour et nouvelles versions du produit**

Le candidat s'engage à proposer à l'acheteur toutes les évolutions du produit, corrections et nouvelles versions sans supplément de coût ainsi que la formation associée. Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions sont inclus dans le prix du marché. La documentation technique/une base de connaissances/ une foire aux questions est disponible en ligne de façon permanente. Ces pièces sont disponibles en langue française avec indication des modalités de leur mise en fonction. Il en est de même à chaque mise à jour ou de nouvelles versions du produit.

## **7.2. Vérification des prestations**

#### ■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre toute la documentation associée avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur, au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des clauses techniques particulières. A défaut, les résultats sont ceux prévus par la législation, la réglementation ou bien encore les règles de l'art.

#### ■ **Opérations de vérification de l'exécution des prestations :**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par l'acheteur au moment même de l'exécution du service, conformément au chapitre 5 du CCAG FCS. Les vérifications portent sur l'accès à la ressource concernée, sans rencontrer de blocage, de dysfonctionnement, ni de ralentissement, pour l'ensemble des personnels et usagers de l'Université Lyon 2.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les signataires des bons de commande.

### **7.3. Développement durable**

■ **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes :

- Le titulaire exécute ses prestations en recourant à l'utilisation de la dématérialisation des échanges en priorité et la réduction du volume des communications.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### **7.4. Autres stipulations**

■ **Clause de réexamen :**

Outre le cas prévu par l'article 25 du CCAG-FCS et en application de l'article L.2194-1 du code de la commande publique et suivants, de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le contrat peut être modifié, par avenant, quel que soit le montant et sans nouvelle procédure de mise en concurrence en cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination d'un indice de substitution, l'administration, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice.

Un réexamen pourra être effectué à la demande de l'acheteur ou du titulaire, conformément à l'article R.2194- 1 du Code de la commande publique, à tout moment de l'exécution du contrat.

Cette clause emporte modification du bordereau de prix et s'inscrit dans le cadre d'un avenant au présent accord-cadre.

Ce réexamen se fera pour adapter les fournitures et services aux éléments suivants :

- l'offre éditoriale du fournisseur ;
- les changements éventuels de modèles tarifaires ;
- l'émergence de nouvelles plateformes ;



- la fusion de fournisseurs de ressources électroniques ;
- le contexte budgétaire de l'université ;
- l'évolution des taux de change ;
- l'évolution des besoins de la communauté Lyon 2 en termes de contenu et d'usages s'il s'inscrit dans l'objet de l'accord-cadre, à savoir l'abonnement aux bases de données PsycArticles et PsycInfo.

Dans ces cas, les parties pourront convenir, sous réserve que les modifications soient directement liées à l'objet initial du marché, d'ajouter, de substituer, de retirer ou de modifier tout ou partie des prestations du marché.

#### ■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester de la date de réception.

Dans le cadre de la dématérialisation, les échanges pourront se faire via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

#### ■ **Propriété intellectuelle :**

Les articles 34 à 37 du CCAG-FCS en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

La loi française est seule applicable.

## 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 8.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à

l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Justificatifs à produire en cours d'exécution :**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du Code du travail, le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail, l'acheteur enjoint aussitôt au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des

contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Protection de la main d'œuvre :**

Tout travailleur étranger intervenant pour le compte du titulaire doit être porteur d'un titre l'autorisant à exercer une activité salariée en France, à moins qu'il ne soit exempté de la possession d'un tel titre en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, ou de traités ou accords internationaux.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à se conformer strictement à la réglementation en vigueur relative au travail des personnes dont l'aptitude physique est restreinte.

Le titulaire s'engage à fournir à ses préposés, à ses frais exclusifs, tous les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution des tâches qu'appellent les prestations qu'il leur confie au titre du présent accord-cadre.

Tout accident survenu au cours d'opération réalisées en exécution de l'accord-cadre devra impérativement être immédiatement porté à la connaissance de l'Université.

#### ■ **Changement de situation juridique et administrative du titulaire :**

Le titulaire s'engage à notifier au service gestionnaire de l'accord-cadre tout changement affectant sa situation juridique et administrative.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre, notamment celles prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-12 du Code de la commande publique.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, extrait K bis, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...).

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce

titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Co-traitance :**

Quelle que soit la nature du groupement, le mandataire assure la coordination des entreprises et la représentation du groupement.

Les prix sont réputés tenir compte de ces missions.

Si le titulaire de l'accord-cadre est un groupement conjoint dont le mandataire est solidaire, en cas de défaillance du mandataire en cours d'exécution de l'accord-cadre, alors un nouveau mandataire est désigné dans les conditions de l'article 3.5 du CCAG FCS. Ce dernier ne se voit pas imposer une obligation de solidarité avec les autres co-traitants. Son rôle est limité à la représentation et la coordination des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur.

Le mandataire représente également le groupement vis-à-vis de tous les intervenants visés au sein du présent CCAP.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

L'acceptation du sous-traitant ne peut pas être tacite. Le titulaire est informé que le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant par l'acheteur, entraîne l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG FCS et les textes en vigueur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant le nom, la raison (ou la dénomination sociale) ainsi que l'adresse du sous-traitant, la nature ainsi que le montant des prestations sous-traitées et les conditions de paiement. Cette déclaration précise les modalités de calculs et de versement des acomptes ainsi que des avances, la date d'établissement des prix, les stipulations relatives aux délais, primes, pénalités, réfections ainsi que

retenues diverses, les modalités de révision ou d'actualisation des prix et le nom de la personne habilitée à donner les renseignements

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire assurera le suivi et la direction des prestations confiées au(x) sous-traitant(s). Il contrôlera en permanence la qualité des prestations réalisées par le(s) sous-traitant(s) et réalisera l'ensemble des autocontrôles nécessaires.

Le sous-traitant sera informé de l'ensemble des dispositions du présent accord-cadre. Les obligations du titulaire en termes de modalité d'exécution et de respect des pièces écrites du présent accord-cadre, s'appliquent en totalité au(x) sous-traitant(s) accepté(s) par l'acheteur. Pour cela, le titulaire fournira l'ensemble des pièces écrites au(x) sous-traitant(s).

L'acheteur se réserve le droit à tout moment en cours d'exécution de demander au titulaire de produire le contrat de sous-traitance.

Le titulaire assumera vis-à-vis de l'acheteur la responsabilité pleine et entière de l'éventuelle méconnaissance par le sous-traitant de ces obligations, mais également des éventuelles malfaçons constatées.

## **8.2. Obligations liées à la sécurité**

### **■ Obligation de confidentialité :**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées ou endommagées.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

### **■ Protection des données personnelles :**

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG FCS s'appliquent.

Consultation n° 2024F24025XXXX : Fourniture d'un abonnement électronique annuel aux bases de données PsycArticles et PsycInfo de l'Université Lumière Lyon 2

Les dispositions suivantes complètent cet article.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, l'Université et le titulaire s'engagent à prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de se conformer aux exigences des textes en vigueur relatifs au traitement de données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage notamment à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement Général sur la Protection des Données, ci-après RGPD).

Le titulaire, assimilé à un sous-traitant au sens de l'article 28 du RGPD qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, procède à un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Université, s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité appropriées au risque.

Le non-respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel pourra conduire à l'application de pénalités de retard voire de résiliation de l'accord-cadre.

Parallèlement, tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions administratives et pénales par la CNIL.

Si le titulaire est amené à avoir accès à certaines données à caractère personnel dans le cadre du présent accord-cadre, il s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du présent accord-cadre ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du présent accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification du bon de commande correspondant, sans qu'il soit signé un avenant à l'accord-cadre sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'Université lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

### ■ Mesures de sécurité :

Les dispositions des articles 5.1, 5.3 et 5.4 du CCAG-FCS relatifs aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent accord cadre. Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques aux locaux de l'Université ou d'accès à des informations.

Il est de l'obligation du titulaire :

- D'informer le personnel placé sous son autorité des diverses consignes de sécurité générales et particulières propres à l'Université et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés ;
- De mettre à la disposition du personnel placé sous son autorité des outils, matériels et moyens de prévention conformes à la réglementation en vigueur et à leur faire connaître les consignes liées à leur emploi ;
- De faire savoir à leur personnel que les prestations seraient arrêtées si les consignes de sécurité prévues n'étaient pas respectées ;
- Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

## 9. LITIGE ET SANCTIONS

### 9.1. Pénalités

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Indisponibilité	Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG FCS, l'indisponibilité concerne le fonctionnement défectueux de la ressource (dysfonctionnements, blocages, ralentissements, coupures d'accès, accès impossible). Le délai de résolution des incidents est de deux jours calendaires à compter du constat du signalement de l'incident. La pénalité est de 30 € par jour calendaire à compter de l'expiration de ce délai de 48h.
Violations des règles relatives à la protection des données et confidentialité	En cas de non-respect des règles relatives à la protection des données et à la confidentialité, la pénalité applicable est de 100 € par manquement constaté. En cas de constatations de plusieurs manquements, les pénalités sont

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	appliquées de façon cumulative.
Retard dans la production d'un document (devis ; autre document)	10 € par jour ouvré de retard à partir du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré
Découverte d'un sous-traitant non déclaré	300 € forfaitaire
Travail dissimulé  Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié	2 000 € par manquement constaté
Autres violations contractuelles	Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 30 € et pouvant aller jusqu'à 150 € maximum pourra être appliquée (le montant de la pénalité sera apprécié de manière discrétionnaire par l'Université eu regard de la nature et de la portée réelle du manquement constaté)

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération n'est prévue.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Les pénalités prévues par le présent accord-cadre ne présentent aucun caractère libératoire.

Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

## 9.2. Autres stipulations

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.



#### ■ **Droit, langue et unités monétaires :**

Conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi (liste non exhaustive).

S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

L'unité de compte est l'euro. Les prix sont exprimés en euros et hors taxes. Ils restent inchangés en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

#### ■ **Droit du travail et protection de l'environnement :**

Par dérogation aux dispositions des articles 6.2 et 7.2 du CCAG FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires applicables dans le cadre de chaque accord-cadre et relative, d'une part, à la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et, d'autre part, à la protection de l'environnement ne donneront pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire concerné.

#### ■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreetts.gouv.fr/>).

#### ■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

##### **Tribunal Administratif de Lyon**

184 rue Duguesclin  
69433 Lyon

Téléphone : 04 78 14 10 10

**Courriel :** <mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr>

Télécopie : 04 78 14 10 65

**Site internet :** [lyon.tribunal-administratif.fr](http://lyon.tribunal-administratif.fr)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 10. FIN DU CONTRAT

---

### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, la personne publique pourra mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre pour un motif d'intérêt général, sans indemnité (y compris pour les frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution) et à tout moment, par décision de résiliation unilatérale qui devra être notifiée par courrier avec accusé de réception au titulaire ou par le biais du profil acheteur.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS. Ce décompte une fois arrêté par la personne publique est ensuite notifié au titulaire.

### ■ Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre :

L'accord-cadre pourra être résilié par la personne publique ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 40 du CCAG FCS.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS. Ce décompte une fois arrêté par la personne publique est notifié au titulaire.

### ■ Résiliation pour fautes du titulaire :

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier, sans mise en demeure préalable, le contrat aux torts du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG FCS. Ce décompte une fois arrêté par la personne publique est ensuite notifié au titulaire.

### ■ Résiliation pour travail dissimulé :

Conformément à l'article L. 8222-6 et L. 8222-5 du Code du travail, l'acheteur peut être saisi par un agent de contrôle, un syndicat, une association professionnelle ou une institution représentative du personnel, de la situation irrégulière du titulaire de l'accord-cadre.

Cette situation peut-être une dissimulation d'activité (article L.8221-3 du code du travail) et/ ou une dissimulation d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail).

Dès sa saisine, l'acheteur enjoindra aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation sans délai. L'entreprise ainsi mise en demeure apportera à l'acheteur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat sera rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'acheteur informera l'agent auteur du signalement des suites données par l'entreprise à son injonction.

### ■ Garantie :

Conformément à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est de 10 jours calendaires sauf indication contraire écrite du pouvoir adjudicateur.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 10 jours calendaires sauf indication contraire écrite du pouvoir adjudicateur pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

**Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :**

L'article 2.1 du contrat déroge aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG  
L'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG  
L'article 4 du contrat déroge aux articles 13.1.1 et 13.1.2 du CCAG  
L'article 5.1.1 déroge à l'article 10.2.3 du CCAG  
L'article 9.1 déroge aux articles 14.1.1, 14.2 et 14.3 du CCAG  
L'article 10 du contrat déroge aux articles 41.2 et 42 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)